



Jeudi 31 octobre 2024

**Extrême violence américano-sioniste dans le nord de Gaza,  
le Liban et les Territoires occupés**

**Les organisations de la Résistance inébranlables  
et courageuses poursuivent leurs actions pour  
vaincre les sionistes américano-israéliens**



- Les organisations de la Résistance inébranlables et courageuses poursuivent leurs actions pour vaincre les sionistes américano-israéliens
  - Le Hezbollah riposte coup pour coup aux sionistes israéliens
- L'Afrique du Sud dépose 750 pages de preuves du génocide israélien à la Cour internationale de justice
- Rapport sur la situation des droits humains dans les territoires palestiniens
  - La Knesset interdit l'UNRWA de Jérusalem-Est, de Gaza et de la Cisjordanie

---

## **Extrême violence américano-sioniste dans le nord de Gaza, le Liban et les Territoires occupés**

### **Les organisations de la Résistance inébranlables et courageuses poursuivent leurs actions pour vaincre les sionistes américano-israéliens**



La Résistance prend pour cible un char Merkava dans le nord de la Palestine occupée,  
25 octobre 2024

Le recours à la force par les États-Unis pour imposer leur hégémonie et contrôler les pays et les peuples qui ne se soumettent pas à leur diktat a maintenant donné lieu à la violence extrême des forces américano-sionistes dans le nord de Gaza. Ni les États-Unis ni leur cartel du génocide ne peuvent continuer à prétendre que ces atrocités sont des « dommages collatéraux » de la « défense » d'Israël. Une fois de plus, les peuples du monde sont réduits à l'état de spectateurs tandis que les États-Unis se donnent et se voient accorder carte blanche pour conclure des accords afin de parvenir à n'importe quel règlement transitoire qu'ils pensent pouvoir bricoler avant les élections américaines, tout en donnant aux sionistes le temps de commettre les crimes les plus abominables en toute impunité.

Pour leur part, les organisations de la Résistance poursuivent leurs actions courageuses et inébranlables pour vaincre les sionistes américano/israéliens. Les rapports indiquent également que le mouvement Hamas a lancé une campagne de négociations politiques et diplomatiques intensives pour empêcher la mise en oeuvre de ce que l'on appelle « le plan des généraux » et pour mettre fin aux crimes odieux commis dans la bande de Gaza, en particulier dans le nord[1]. Selon des sources d'information, des délégations de haut niveau du Hamas se sont rendues en Turquie, au Qatar et en Russie, tandis que des contacts continuent avec l'Égypte, les Nations unies et l'Iran ainsi qu'un certain nombre d'autres pays.

Dans un communiqué publié le jeudi 24 octobre, le Hamas explique que son

objectif est de mettre le monde en garde contre le plan des généraux mis en oeuvre par Israël et contre les destructions, les massacres, les déplacements organisés, la privation de nourriture, de médicaments et d'eau, ainsi que la destruction de l'ensemble des infrastructures, en particulier des hôpitaux, dans le nord de la bande de Gaza.

La résistance des Brigades Al-Qassam du Mouvement Hamas dans le nord de la bande de Gaza est toujours aussi courageuse et inébranlable. Les 28 et 29 octobre, les Brigades, l'aile militaire du Hamas, ont rapporté que chaque jour, un char israélien Merkava avait été visé par des engins explosifs Shuath. L'attaque du 28 octobre a totalement détruit le char d'assaut. Le 29 octobre, les forces d'occupation israéliennes ont annoncé que trois de leurs soldats et un officier de l'unité 888, connue sous le nom d'« unité Wraith », ont été tués à Jabalia, tandis qu'un autre officier a été blessé. De même, les Brigades ont fait savoir que le 27 octobre, elles avaient « pris pour cible un véhicule de transport de troupes sioniste et deux bulldozers militaires D9 avec des explosifs terrestres autour du cimetière oriental, à l'est de Jabalia, dans la partie nord de la bande » et « pris pour cible un char sioniste Merkava 4 avec un explosif Shuath près de la station Al-Nathir dans le camp de Jabalia, dans le nord de la bande de Gaza ». Les Brigades ont annoncé le 22 octobre qu'une opération réussie avait été menée contre le centre de commandement de l'armée israélienne dans le nord de la bande de Gaza.

Selon les Brigades, leurs combattants ont lancé un obus TPG anti-fortification sur le quartier général près du camp de Jabalia, tuant et blessant des soldats israéliens. Après l'attaque, les forces d'Al-Qassam ont engagé un combat acharné avec des mitrailleuses légères et moyennes contre les troupes israéliennes, qui ont finalement subi d'autres pertes. Dans le cadre de cet assaut, les combattants de la résistance ont vu deux hélicoptères d'évacuation israéliens atterrir sur le site, ce qui est une indication de l'ampleur des pertes subies par les forces israéliennes. Ce quartier général, équipé de caméras avancées « Lotus » d'une portée de 45 kilomètres, a joué un rôle central dans les opérations d'Israël dans le nord de Gaza, où la violence brutale à l'encontre des civils s'est considérablement intensifiée.

Ailleurs, dans le centre de Gaza, les Brigades Al-Quds (Jihad islamique) ont déclaré le 29 octobre : « Nous avons bombardé avec un certain nombre d'obus de mortier un rassemblement de soldats de l'ennemi sioniste sur la ligne de ravitaillement dans l'axe de Netzarim ». Le 29 octobre également, les brigades Al-Nasser Salah Al-Din ont diffusé des images montrant des attaques au mortier contre un site de commandement et de contrôle israélien à Jhar Al-Dik, dans le centre de Gaza, en coordination avec les brigades Al-Quds. Le 27 octobre, Al-Quds a déclaré : « Nous avons bombardé, avec un barrage d'obus de mortier, des rassemblements de l'ennemi sioniste dans l'axe de Netzarim au sud de la ville de Gaza » et que « conjointement avec les Brigades du Martyr Abu Ali Mustafa, nous avons bombardé des rassemblements de l'ennemi sioniste dans la région de Juhur Al-Dik avec un certain nombre d'obus de mortier de calibre 60 ».



Les familles de Jabalia sont forcées de fuir l'agression américano-sioniste, 21 octobre 2024.

Entre-temps, la violence américano-sioniste est si extrême que l'organisation de la défense civile palestinienne a annoncé qu'elle avait interrompu ses opérations dans le nord de Gaza en raison de l'agression et des menaces dévastatrices de l'occupant. Le porte-parole de la défense civile dans le nord de Gaza, Mahmoud Basal, a déclaré dans un bref communiqué, le 24 octobre : « Nous avons le regret d'annoncer que nous ne sommes plus en mesure de fournir des services humanitaires dans l'ensemble du gouvernorat nord en raison des menaces des forces d'occupation israéliennes de tuer et de bombarder les équipes de la défense civile si elles ne quittent pas le camp de réfugiés de Jabalia. » Le communiqué indique également que « les forces d'occupation israéliennes dans la région de Sheikh Zayed ont arrêté cinq de nos employés et les ont emmenés dans un lieu non divulgué ».

La dépravation de la violence américano-israélienne contre le peuple palestinien ne connaît pas de limites. Les médias palestiniens et des témoins oculaires ont révélé des scènes horribles où les forces israéliennes se livrent à des « exécutions sur le terrain » et à des attaques de tireurs d'élite contre des civils dans le nord de la bande de Gaza. *Al Jazeera* a diffusé une vidéo poignante montrant des soldats israéliens exécutant un enfant à Jabalia Al-Balad, tandis que d'autres images provenant de Beit Lahia font état d'exécutions extrajudiciaires similaires de civils par des tireurs d'élite israéliens.

Les bombardements et les invasions ont transformé des zones densément peuplées comme Jabalia en lieux de carnage, avec des dizaines de corps abandonnés dans les rues en raison du blocus israélien, qui a également empêché les équipes médicales et les journalistes d'atteindre les victimes. Les écoles transformées en abris pour des dizaines de milliers de civils ont été transformées en lieux d'exécution. Les témoignages recueillis par l'Observatoire euro-méditerranéen des droits de l'homme, basé à Genève, confirment que l'armée israélienne a procédé à ces exécutions sans provocation, abattant les civils pris au piège dans les écoles assiégées.

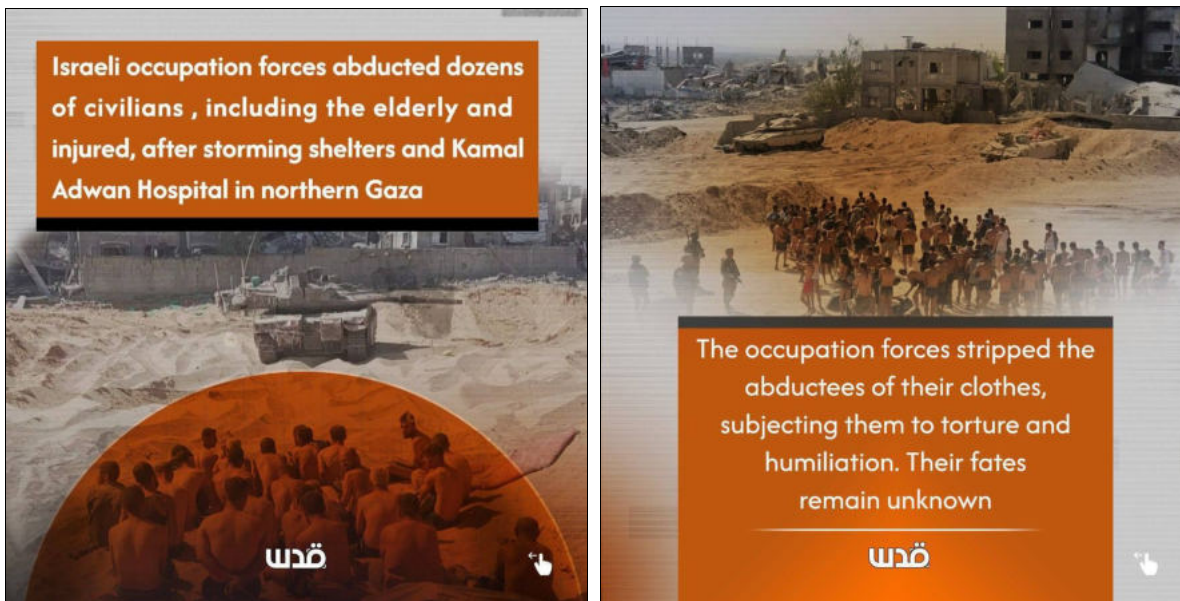
Plus de 200 personnes de la région de Jabalia ont été arrêtées et détenues, qualifiées de terroristes, dans le cadre de la campagne israélienne visant à vider le nord de la bande de Gaza de sa population. Les hôpitaux du nord de la bande de Gaza sont au bord de l'effondrement. L'hôpital Kamal Adwan est attaqué et, le 25 octobre, 44 travailleurs de la santé, dont le directeur de l'hôpital, ont été enlevés. Les patients sont évacués de force, tandis que les groupes électrogènes qui font fonctionner l'hôpital ont été détruits, de même que le système d'électricité alimenté par énergie solaire. L'hôpital Al-Awda est encerclé et l'hôpital Indonésien a été contraint de fermer ses portes après le bombardement des rues avoisinantes.

Les forces d'occupation ont pris d'assaut l'hôpital Kamal Adwan à Beit Lahia le 25 octobre vers 2 heures du matin, heure locale (minuit heure GMT), ce qui a complètement paralysé le système de santé au nord de Gaza, a dit un porte-parole de la Santé. L'assaut a débuté avec des frappes aériennes visant l'hôpital et ses infrastructures connexes, y compris le générateur d'oxygène médical, selon le docteur Muir al-Bursh, le directeur général du ministère palestinien de la Santé. Le bombardement des réserves d'oxygène a causé la mort d'enfants dans l'hôpital et blessé le personnel médical, a-t-il dit.

Quelques heures après les frappes aériennes, les troupes israéliennes ont pris d'assaut l'hôpital et ont appelé tous les patients, y compris les patients des soins intensifs, à se rassembler à l'extérieur. « Les soldats israéliens ont détruit tous les inventaires de l'hôpital hier, prétendant être à la recherche de militants. Maintenant, toutes les réserves de médicaments ont été délibérément endommagées pour empêcher les médecins de sauver la vie des blessés », a dit le ministère palestinien de la Santé dans une déclaration.

« Des centaines de patients, de membres du personnel médical et certaines personnes déplacées de leurs maisons près de l'hôpital, qui y avaient trouvé refuge pour se protéger des bombardements continus, ont été détenus », dit-on dans le communiqué.

Lorsque les troupes israéliennes se sont retirées de l'hôpital, des quadricoptères ont commencé à le frapper de tirs, blessant encore plus de personnes à l'intérieur. Le système de santé dans le nord de Gaza est maintenant complètement hors service. Les deux autres hôpitaux au nord de Gaza, l'hôpital indonésien et l'hôpital Al-Awda, ont cessé de fonctionner ces derniers jours en raison des attaques israéliennes et des graves pénuries de nourriture, de médicaments et de combustible.



Le jour suivant, le directeur général de l'organisation mondiale de la Santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, a qualifié le système de santé au nord de Gaza de « catastrophique » dû aux opérations militaires israéliennes autour et à l'intérieur des établissements médicaux. Il a déploré les dommages et la destruction par l'armée d'occupation israélienne de l'hôpital et de ses réserves de médicaments pendant son siège de l'hôpital. En outre, il a accusé Israël d'avoir ciblé le système de santé de la bande de Gaza au cours du génocide qui perdure depuis plus d'un an, soulignant l'importance de protéger les établissements et le personnel médicaux.

« L'OMS réitère avec force que les hôpitaux doivent être à l'abri des conflits en tout temps », a dit le directeur général de l'OMS, soulignant à nouveau que « toute attaque contre les établissements de santé est en violation du droit humanitaire international ».

« La seule façon de sauver ce qui reste du système de santé qui s'effondre à Gaza est un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel », a-t-il dit.

Le porte-parole du secrétaire-général de l'ONU Antonio Guterres, Stéphane Dujarric, a déclaré que Guterres est « atterré par l'ampleur épouvantable de décès, de blessés et de destruction dans le nord, du fait que des civils sont enterrés sous les décombres, les malades et les blessés doivent se passer de soins de santé vitaux, et des familles sont en manque de nourriture et de refuge ».

« Les autorités israéliennes continuent, dans l'ensemble, d'entraver la livraison humanitaire d'approvisionnements essentiels à la survie - nourriture, médicaments et refuge - mettant d'innombrables vies en péril », a dit Stéphane Dujarric. « Au nom de l'humanité, le secrétaire-général réitère ses appels à un cessez-le-feu immédiat, à la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages, et à la redevabilité pour les crimes contrevenant au droit international ».

La Rapporteuse spéciale de l'ONU sur les territoires palestiniens occupés Francesca

Albanese a publié sur les réseaux sociaux le 26 octobre : « La population entière de Gaza risque de mourir dans un génocide qui a été annoncé et exécuté sous nos yeux ». Dans une autre publication du 27 octobre, Albanese a affirmé que 2000 enfants ont été tués à Gaza, « dont certains blessés jusqu'à en être méconnaissables. C'est en plus des 17 000 enfants tués en 12 mois ».

Joyce Msuya, sous-secrétaire générale par intérim aux affaires humanitaires et coordonnatrice des secours d'urgence à l'ONU, a aussi alerté que les 2,23 millions de résidents du petit territoire sont à risque de mourir. Msuya a dit que « le mépris flagrant pour l'humanité de base » par les forces israéliennes doit cesser immédiatement. « On ne doit pas permettre que ce que font les forces israéliennes dans le nord de Gaza assiégé puisse se poursuivre ».

Jonathan Fowler, un porte-parole de l'UNRWA, l'agence onusienne qui s'occupe de la distribution de l'aide humanitaire à Gaza, a dit : « La situation au nord de Gaza est comme une catastrophe parmi une série de catastrophes ». « On ne laisse aux civils d'autre choix que de quitter ou de mourir de faim », a dit le commissaire général de l'UNRWA Philippe Lazzarini. Les experts des droits humains de l'ONU ont à maintes reprises mis en garde qu'Israël mène « une campagne ciblée de famine » qui a causé la mort d'enfants à Gaza. Ils ont qualifié la campagne de famine ciblée du régime de forme de violence génocidaire qui a engendré une famine sur tout le territoire de Gaza.

Dans le même ordre d'idées, Robert Inlakesh, qui écrit pour *Chronique de Palestine*, fait état d'une conférence du mouvement des colons convoquée par de hauts fonctionnaires israéliens le lundi 21 octobre, appelant au nettoyage ethnique et à la construction de colonies israéliennes dans la bande de Gaza. « Gardés par l'armée israélienne et convoqués par l'organisation d'expansion des colonies connue sous le nom de Nachala, les participants à la conférence ont clairement indiqué ce qu'ils pensaient devoir être fait pour construire leurs colonies d'apartheid juives-suprémacistes. »



Le ministre israélien de la Sécurité, Itamar Ben-Gvir, a déclaré qu'il y aurait un « transfert de tous les citoyens de Gaza » en « encourageant l'émigration » et que « nous leur offrirons la possibilité de s'installer dans d'autres pays parce que cette terre nous appartient ».

« Vous verrez comment les Juifs vont à Gaza et les Arabes disparaissent de Gaza », a déclaré Daniella Weiss, organisatrice de la conférence et éminente dirigeante du mouvement des colons. La ministre de l'Égalité sociale et de la Promotion du statut des femmes d'Israël du parti Likoud, May Golan, a déclaré que « prendre des territoires » aux Arabes était le meilleur moyen de « leur faire le plus grand mal ».

Ce n'est pas la première conférence israélienne sur les colonies organisée à aborder la construction de colonies juives illégales à Gaza, souligne le journaliste de *Chronique de Palestine*. De telles conférences ont eu lieu depuis janvier, la première tenue à Tel Aviv avec l'aval de hauts responsables du gouvernement israélien.

Le Canada est traître et collaborateur du génocide américano-sioniste à Gaza. Il cautionne les crimes commis sous prétexte qu'il s'agit de dommages collatéraux. Les mains du gouvernement canadien et de tous les partis d'opposition, des médias et des experts qui participent à cette tentative de légitimer les crimes américano-sionistes contre le peuple palestinien sont tachées du sang des martyrs palestiniens. Ils ne pourront jamais s'en laver, quoi qu'ils fassent. Ils sont allés trop loin.

### Note

1. Le « plan des généraux », initialement proposé par le général Giora Eiland, ancien chef du département des opérations de l'armée israélienne, envisage une division de Gaza en deux parties, explique l'Associated Press (AP) qui a obtenu une copie du document. Le plan propose un contrôle israélien indéfini sur le nord de la bande de Gaza et la mise en place d'une nouvelle administration sans le Hamas.

Selon la copie du plan obtenue par l'AP, si cette stratégie réussit dans le nord de Gaza, elle pourrait être étendue à d'autres zones dans le sud, y compris dans les camps de tentes qui abritent des centaines de milliers de Palestiniens, rapporte l'AP.

L'agence explique : « Selon cette stratégie, les Palestiniens auraient une semaine pour quitter un tiers du nord de la bande de Gaza, y compris la ville de Gaza, après quoi la région serait déclarée zone militaire fermée. Le plan prévoit un embargo strict sur la nourriture, l'eau, les médicaments et le carburant, et qualifierait les Palestiniens qui restent de 'militants', ce qui pourrait justifier le recours à la force meurtrière. L'objectif est de diviser Gaza et de créer une administration non contrôlée par le Hamas. En fin de compte, Gaza serait divisée en deux zones distinctes. »

(Centre d'information palestinien, *Chronique de Palestine*, *Al Mayadeen*, *Press TV*)



---

## Le Hezbollah riposte coup pour coup aux sionistes israéliens

Dans la soirée du samedi 26 octobre, le mouvement de résistance libanais Hezbollah a émis une directive d'évacuation à l'intention des colons israéliens dans 25 colonies du nord de la Palestine occupée, reflétant les actions similaires des forces d'occupation israéliennes qui avaient précédemment émis des ordres d'évacuation dans différentes régions du Liban. Le Hezbollah a déclaré que les forces israéliennes avaient stationné des unités militaires dans ces colonies et les avaient transformées de fait en avant-postes opérationnels.





Le Hezbollah prend pour cible des soldats israéliens dans le nord de la Palestine occupée, 27 octobre 2024

Les colonies concernées par l'ordre d'évacuation sont Kiryat Shoumera, Yesud HaMa'ala, Ayelet HaShahar, Hatzor HaGlilit, Karneil, Maalot Tarshiha, Even Menachem, Nahariya, Rosh Pina, Shamir, Shaal, Méron, Kapri, Abirim, Dalton, Neve Ziv, Katzrin, Kfar Hanania, Manot, Beit HaEmek, Kfar Vradim, Harashim, Biryá, Kidmat Tsvi et Bar Yohai.

Désignant ces colonies comme des cibles légitimes pour les forces aériennes et les missiles du Hezbollah, l'avertissement disait : « Vous êtes priés d'évacuer immédiatement. Vos colonies sont devenues des lieux de déploiement pour les forces militaires ennemies qui attaquent le Liban et sont donc considérées comme des cibles militaires légitimes pour les forces aériennes et les missiles de la Résistance islamique ». Il demande aux colons d'éviter les zones proches de ces implantations « pour leur propre sécurité, jusqu'à nouvel ordre ».

Le dimanche 27 octobre, des roquettes et des drones du Hezbollah ont frappé de nombreuses colonies israéliennes, notamment Kiryat Shmona et Nahariya. Le Hezbollah a indiqué : « Les combattants de la Résistance islamique ont pris pour cible, dimanche après-midi 27 octobre 2024, la colonie de Shoumera à l'aide d'un drone d'attaque qui a atteint sa cible avec précision. »



Des tirs de roquettes distincts ont visé des rassemblements de soldats israéliens dans d'autres colonies des territoires occupés. Le Hezbollah a déclaré que « les combattants de la Résistance islamique, à 22 heures, le dimanche 27 octobre 2024, ont visé un rassemblement de soldats de l'ennemi israélien dans la colonie de Misgav Am avec un barrage de roquettes ».

Le mouvement de résistance a également lancé une attaque de drones sur le site israélien de Marj, faisant des victimes parmi les forces du régime.

*Al Manar* rapporte que le mardi 29 octobre, le Hezbollah a lancé « des opérations coordonnées en défendant fermement le territoire libanais ». Il note que ces actions sont conformes à la stratégie consistant à « faire du mal à l'ennemi » annoncée par le cheikh Naim Qassem en sa qualité de secrétaire général du Hezbollah, poste auquel il a été élu le 29 octobre.

« Les médias militaires du groupe ont déclaré des attaques à la roquette et des frappes de drones sur des sites stratégiques dans les territoires occupés et sur les forces israéliennes qui tentent de s'infiltrer à la frontière. En outre, les combattants du Hezbollah ont réussi à abattre un drone israélien Hermes-900 dans l'espace aérien libanais, soulignant ainsi leur engagement à contrer la menace israélienne », a ajouté *Al Manar*.

« L'impact de cette escalade est évident, puisque le journal israélien *Israel Hayom* a rapporté aujourd'hui que près de 900 soldats des forces d'occupation israéliennes ont été hospitalisés depuis le début des opérations terrestres au Liban ».

Le Hezbollah est une force formidable, a déclaré le colonel de réserve israélien Jacques Neriah à la chaîne israélienne *Channel 13* le 27 octobre. De nombreux tunnels du Hezbollah dans le sud du Liban sont stratégiquement conçus comme des pièges, a-t-il dit, expliquant que les combattants du Hezbollah permettent souvent aux forces israéliennes d'avancer, pour ensuite leur tendre une embuscade sur leurs arrières une fois qu'ils ont avancé.

« Le Hezbollah a maintenant retrouvé sa force », a-t-il déclaré, faisant référence au doute des affirmations sionistes selon lesquelles l'assassinat du chef du Hezbollah Sayeed Hassan Nasrallah avait mis fin à l'organisation.

Selon *Al Mayadeen*, Jacques Neriah a averti que le mouvement de résistance libanais maintient son élan et peut s'attendre à ce que les forces israéliennes continuent à pousser plus loin dans le sud du Liban, offrant au groupe de nouvelles occasions de lancer des attaques.

Neriah a averti : « C'est une chose dont Israël doit se méfier, car le Hezbollah continue d'être encouragé par ses récentes victoires. »,

(*Palestine Chronicle, Al Mayadeen, Press TV*)



# L'Afrique du Sud dépose 750 pages de preuves du génocide israélien à la Cour internationale de justice

L'Afrique du Sud a déposé son « mémorial » - le nom du document dans lequel sont consignés ses principaux arguments contre Israël - à la Cour internationale de justice (CIJ), la plus haute cour des Nations unies, pour compléter ses allégations de génocide à l'encontre d'Israël qui, en plus de 750 pages, fournit des preuves étayées par des pièces et des annexes de plus de 4 000 pages. L'Afrique du Sud dit que son dossier démontre clairement qu'Israël a violé la Convention de Genève dans son offensive militaire en cours dans la bande de Gaza qui tué plus de 43 000 Palestiniens.



Par voie de communiqué, la présidence sud-africaine déclare : « Les preuves montreront que les actes génocidaires d'Israël sont fondés par l'intention particulière de commettre un génocide, l'échec d'Israël à empêcher l'incitation au génocide, à empêcher le génocide lui-même et l'échec à punir ceux qui incitent et commettent des actes de génocide.

« Israël a joui d'une impunité sans précédent, en violation des lois et des normes internationales qui existent depuis les premiers jours de la Charte de l'ONU », souligne la présidence de l'Afrique du Sud, ajoutant que « le bafouage continu par Israël du droit international a mis en péril les institutions de gouvernance mondiale qui furent créées pour rendre les États redevables. [...] »

« La communauté internationale ne peut rester les bras croisés alors que des civils innocents, dont des femmes, des enfants, des travailleurs d'hôpitaux, des travailleurs humanitaires et des journalistes, sont tués tout simplement parce qu'ils existent. C'est là un monde que nous ne pouvons accepter », a souligné la présidence.

Dans sa déclaration, la présidence de l'Afrique du Sud explique : « Conformément aux règles de procédure, le mémorial ne peut être rendu public. Le dépôt de ce mémorial a lieu alors qu'Israël intensifie son meurtre de civils à Gaza et semble décidé à suivre la même voie de destruction au Liban. »

Le mémorial contient des preuves démontrant que le gouvernement d'Israël « a violé la convention sur le génocide en promouvant la destruction des Palestiniens vivant à Gaza, en les tuant physiquement à l'aide d'une variété d'armes destructives, les privant d'avoir accès à l'aide humanitaire, engendrant des conditions de vie visant à la destruction physique et ignorant et contrevenant à plusieurs mesures conservatoires de la Cour internationale de justice, et ayant recours à la famine en tant qu'arme de guerre pour répondre aux nouveaux efforts d'Israël visant à dépeupler Gaza par les meurtres de masse et le déplacement forcé des Palestiniens ».

Au moins 13 pays se sont joints au procès de l'Afrique du Sud à la CIJ, dont la Belgique, la Bolivie, le Chili, la Colombie, Cuba, l'Égypte, la Libye, le Mexique, les Maldives, le Nicaragua, l'Espagne et la Turquie.

(Chronique de Palestine, Al Jazeera)



## Rapport sur la situation des droits humains dans les territoires palestiniens



Destruction laissée par le massacre israélien perpétré à Beit Lahiya dans le nord de Gaza, 28-29 octobre 2024

Francesca Albanese, la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, a annoncé sur les réseaux sociaux que son rapport intitulé « L'effacement colonial par le génocide » est maintenant disponible au grand public dans toutes les langues officielles de l'ONU.

Le rapport est complet, détaillé et très bien documenté. Il contient huit sections, 93 articles appuyés par 321 références, et fait 12 recommandations de mesures à prendre par chaque pays membre de l'ONU.

« Le génocide », écrit Francesca Albanese sur les réseaux sociaux « est un crime complexe et insidieux. En prouver l'intention destructrice est une tâche laborieuse - mais pas lorsqu'il est si ouvert, soutenu par une doctrine politique de haine idéologique et bien intégré dans les structures et les politiques institutionnelles. »

En voici les conclusions et les recommandations :

### Conclusions

(début au paragraphe 83)

83. Le génocide à Gaza est l'histoire d'une tragédie annoncée, qui risque de s'étendre à d'autres Palestiniens placés sous l'autorité israélienne. Depuis sa

création, Israël traite le peuple occupé comme un fardeau honni et une menace à éradiquer, et soumet des millions de Palestiniens, depuis des générations, à des indignités quotidiennes, à des massacres, à des incarcérations massives, à des déplacements forcés, à la ségrégation raciale et à l'apartheid. La poursuite de l'objectif du « Grand Israël » menace d'effacer la population palestinienne autochtone.

84. Grimée sous les fards d'une propagande israélienne mensongère de guerre menée en « légitime défense », la conduite génocidaire d'Israël doit être examinée dans un contexte plus large, entendue comme des actes multiples (totalité de la conduite) qui convergent tous vers la prise pour cible des Palestiniens comme tels (totalité d'un peuple) sur l'ensemble du territoire où ils habitent (totalité du territoire), au service des ambitions politiques d'Israël consistant à asseoir une souveraineté sur l'ensemble de l'ancienne Palestine mandataire.

Aujourd'hui, le génocide de la population palestinienne apparaît comme le moyen de parvenir à une fin : l'expulsion complète ou l'éradication des Palestiniens de la terre à laquelle est rattachée une part si essentielle de leur identité et qui est illégalement et ouvertement convoitée par Israël.

85. Les déclarations et les actes des dirigeants israéliens traduisent une intention et une ligne de conduite génocidaires ; ils ont souvent convoqué le récit biblique d'Amalek pour justifier l'extermination des « Gazaouis », en effaçant Gaza et en déplaçant violemment les Palestiniens, faisant ainsi des Palestiniens dans leur ensemble des cibles légitimes.

86. Les personnes clairement identifiables comme étant les auteurs de ces actes doivent être poursuivies en justice. Toutefois, c'est l'ensemble de l'appareil d'État qui a conçu, formulé et exécuté la violence génocidaire, par des actes qui, pris dans leur totalité, peuvent conduire à la destruction du peuple palestinien. Cela doit cesser ; il faut agir d'urgence pour garantir la pleine application de la Convention sur le génocide et assurer une pleine protection aux Palestiniens.

87. Ce génocide en cours est sans nul doute la conséquence du statut exceptionnel et de l'impunité prolongée octroyés à Israël. Israël a violé de manière systématique et flagrante le droit international, y compris les résolutions du Conseil de sécurité et les ordonnances rendues par la Cour internationale de Justice. Cela a conforté l'hubris d'Israël et son mépris du droit international. Comme l'a prévenu le Procureur de la Cour pénale internationale, « si nos actes ne traduisent pas notre volonté d'appliquer le droit de manière impartiale, si notre application du droit est perçue comme étant sélective, nous aurons contribué à son effondrement. Tel est le risque bien réel qui se dessine en ce moment charnière ».

88. Alors que le monde assiste au premier génocide colonial diffusé en direct, seule la justice peut panser les blessures que l'opportunisme politique a laissé s'envenimer. La dévastation de tant de vies fait outrage à l'humanité et à tout ce que le droit international défend.

## Recommandations

*(début au paragraphe 89)*

89. Le génocide actuel s'inscrit dans le cadre d'un projet séculaire de colonisation de peuplement exterminatoire en Palestine, au déshonneur du système international et de l'humanité, auquel il faut mettre fin et qui doit faire l'objet d'enquêtes et de poursuites.

90. La Rapporteuse spéciale rappelle à tous les États qu'ils ont l'obligation de s'acquitter de leur devoir de précaution, compte tenu du risque grave réel de violation continue de la Convention sur le génocide et des Conventions de Genève, et exhorte les États à examiner les leviers dont ils disposent pour atténuer ce risque et à parvenir sans délai à une décision officielle, qu'ils agissent seuls ou avec d'autres États, y compris dans le cadre de l'ONU ; ainsi qu'à expliquer au grand public et à la communauté internationale les mesures qu'ils prennent et les raisons qui les ont motivés.

91. Que ce soit dans l'exercice de leur devoir de précaution susmentionné ou dans un autre cadre, la Rapporteuse spéciale exhorte les États Membres à :

- a) User de toute leur influence politique – en commençant par un embargo total sur les armes et l'imposition de sanctions – pour qu'Israël arrête l'assaut contre les Palestiniens, accepte un cessez-le-feu et se retire complètement du territoire palestinien occupé, conformément à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice du 19 juillet 2024 ;
- b) Reconnaître officiellement qu'Israël est un État d'apartheid et qu'il viole constamment le droit international, à réactiver le Comité spécial contre l'apartheid pour qu'il se saisisse de la situation en Palestine, et à avertir Israël qu'il risque d'être exclu de l'Organisation en application de l'Article 6 de la Charte des Nations Unies ;
- c) Appuyer le déploiement d'une présence internationale de protection dans l'ensemble du territoire palestinien occupé ;
- d) Élaborer un cadre de protection pour les Palestiniens déplacés en dehors de Gaza, conformément au droit international des droits humains et au droit international des réfugiés, tout en préservant pleinement leur droit au retour ;
- e) Appuyer la ou les enquêtes indépendantes et approfondies sur les conduites criminelles, y compris le génocide et l'apartheid, notamment par l'application, au sein des juridictions nationales, de la compétence universelle envers les personnes soupçonnées d'avoir commis des actes criminels, y compris toutes les infractions accessoires ;
- f) Prendre des mesures d'enquête et de poursuite contre les entreprises

et les personnes ayant une double nationalité qui sont impliquées dans des crimes commis dans le territoire palestinien occupé, y compris les soldats, les mercenaires et les colons ;

g) Garantir l'acheminement sans entrave d'une aide humanitaire à Gaza ainsi que le financement intégral et la protection totale de l'UNRWA, y compris contre les attaques visant ses locaux et son personnel et contre les campagnes de diffamation, et assurer la continuité de tous les volets de son mandat.

92. La Rapporteuse spéciale demande instamment au Procureur de la Cour pénale internationale d'enquêter sur la commission des crimes de génocide et d'apartheid par Israël, et d'ouvrir des enquêtes sur d'autres personnalités de premier plan mentionnées dans le présent rapport.

93. La Rapporteuse spéciale demande instamment à la Commission internationale indépendante chargée d'enquêter dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et en Israël de mener une enquête sur le contexte plus large des intentions et pratiques exterminatoires d'Israël contre tous les Palestiniens (en appliquant la méthode du triple prisme), y compris ceux qui ont la citoyenneté israélienne et les réfugiés, ainsi que sur les actes récents de génocide.

Pour lire le rapport dans son intégralité, [cliquer ici](#).



---

## La Knesset interdit l'UNRWA de Jérusalem-Est, de Gaza et de la Cisjordanie

Le 28 octobre, la Knesset (Parlement) israélien a approuvé deux lois visant à bloquer l'activité dans les zones sous contrôle israélien de l'Office de secours et de travaux des Nations unies (UNRWA), qui fournit des services aux réfugiés palestiniens à Jérusalem-Est, Gaza et en Cisjordanie. Le premier projet de loi stipule que l'UNRWA « n'exploitera plus aucune institution, ne fournira aucun service, ni ne mènera aucune activité, que ce soit directement ou indirectement » en Israël. Le deuxième projet de loi stipule que le traité entre Israël et l'UNRWA, signé après la guerre des Six Jours en 1967, expirera dans les sept jours suivant l'adoption du projet de loi par le vote final à la Knesset.

Philippe Lazzarini, commissaire général de l'UNRWA, a immédiatement réagi sur son compte officiel X en déclarant : « Le vote du Parlement israélien (Knesset) contre l'UNRWA ce soir est sans précédent et crée un dangereux précédent. Il s'oppose à la Charte des Nations unies et viole les obligations de l'État d'Israël en vertu du droit international. Il s'agit du dernier épisode en date de la campagne visant à discréditer l'UNRWA et à délégitimer son rôle dans la fourniture d'une aide au développement humain et de services aux réfugiés palestiniens. »

Il ajoute : « Ces projets de loi ne feront qu'aggraver les souffrances des Palestiniens, en particulier à Gaza, où la population vit un véritable enfer depuis plus d'un an. »



Dans une lettre adressée à S. E. M. Philémon Yang, président de l'Assemblée générale, Philippe Lazzarini a rejeté les mensonges israéliens selon lesquels l'UNRWA est « l'une des armes de la terreur qui a agi sous les auspices de l'ONU ».

Philippe Lazzarini écrit : « Depuis plus de 15 ans, l'UNRWA partage chaque année les noms de son personnel avec le gouvernement israélien. Cela inclut les noms des membres du personnel au sujet desquels le gouvernement n'avait jamais exprimé d'inquiétudes auparavant, mais qui ont été inclus dans les listes gouvernementales alléguant un militantisme armé. L'Agence prend chaque allégation très au sérieux. Elle a envoyé des demandes répétées au gouvernement – en mars, avril, mai et juillet – pour obtenir des preuves lui permettant d'agir. Aucune réponse n'a été reçue. L'UNRWA se trouve donc dans la position délicate d'être incapable de répondre à des allégations pour lesquelles il n'a pas de preuves, alors que ces allégations continuent d'être utilisées pour miner l'Agence. »

Philippe Lazzarini a rappelé au président que l'Examen indépendant sur la neutralité de l'UNRWA d'avril 2024 (le rapport Colonna) a noté « que l'UNRWA dispose d'un cadre de neutralité plus solide que n'importe quelle organisation comparable ». Il a ajouté que l'Office « a reçu des allégations concernant l'utilisation militaire de ses locaux par des groupes armés palestiniens, dont le Hamas », allégations qui n'ont pas été étayées. « L'Office n'est pas en mesure de vérifier ces allégations », a écrit Philippe Lazzarini. « L'Agence doit rendre des comptes par le biais d'une enquête indépendante. »

Ce qui peut être documenté avec certitude, cependant, c'est que l'UNRWA a été soumis à une intense attaque physique par Israël et les Forces d'occupation israéliennes (IOF) à Gaza. Au moins 237 membres du personnel de l'UNRWA ont été



tués. Plus de 200 locaux ont été endommagés ou détruits, tuant plus de 560 personnes en quête de protection de l'ONU. Des dizaines de membres du personnel de l'UNRWA ont été arrêtés et disent avoir été torturés.

La lettre se termine en saluant l'héroïsme du personnel de l'UNRWA à Gaza et dans les territoires occupés et qualifie la dernière attaque israélienne contre l'Office d'attaque contre les institutions de l'ordre international et l'état de droit. « L'ordre international fondé sur des règles s'effondre dans une répétition des horreurs qui ont conduit à la création des Nations unies, et en violation des engagements pris pour éviter qu'elles ne se reproduisent. Les attaques contre l'UNRWA font partie intégrante de cette désintégration. »

*(Jerusalem Post, Lazzarini X post)*



---

[www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) • [redaction@pccml.ca](mailto:redaction@pccml.ca)